Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 05 OCTOBRE 2017 – 18h00

SOUS-PRÉFECTURE
ARRIVÉE
19 OCT. 2017

Délibération N°2017/110
Date de convocation : 19 septembre 2017
Nombre de conseillers en exercice : 74

L'an deux mille dix-sept, le 05 octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis se sont réunis à la Salle des Fêtes de Saint Souplet, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Serge SIMEON, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Avesnes-Les-Aubert
Bazuel
Beaumont-en-Cis
Beauvois-en-Cis
Bertry
Béthencourt
Bévillers
Boussières-en-Cis
Briastre
Busigny
Carnières
Catillon-sur-Sambre
Cattenières
Caudry
Caullery
Clary
Dehéries
Élincourt
Estourmel
Fontaine-au-Pire
Haucourt-en-Cis
Honnechy
Inchy-en-Cis
La Groise
Le Cateau-Cambrésis
Le Pommereuil
Ligny-en-Cis
Malincourt
Maretz
Maurois
Mazinghien
Montay
Montigny-en-Cis
Neuvilly
Ors
Quiévy
Rejet-de-Beaulieu
Reumont
Saint-Aubert
Saint-Benin
Saint-Hilaire-Lez-Cambrai
Saint-Souplet-Escaufourt
Saint-Vaast-en-Cis
Troisvilles
Villers-Outréaux
Walincourt-Selvigny

Etaient présents (62 titulaires 3 suppléants) :

Alexandre BASQUIN
Yannick HERBET
Nathalie GAVE
Gérard LENOBLE
Brigitte ROLAND BEC
Dominique LAMOURET
Didier BONIFACE
Régine DHOLLANDE
Bernard POULAIN
Martine THUILLEZ
Gilles PELLETIER
Jean-Claude GERARD
Jean Louis CAUDRELIER
Laurent COULON
Joseph MODARELLI
Pascal FOULON
Pascal LEVEQUE
Francis GOURAUD
Daniel BLAIRON
Véronique NICAISE
Pascal ROELS
Daniel FIEVET
Vincent WAXIN
Virginie LE BERRIGAUD
Christian PAYEN
Jean Pierre THIEULEUX
Thierry WALEMME (S)
Alban BAJODEK
Frédéric BRICOUT
Pierre LEVEQUE
Liliane RICHOMME
Alain GOETGHELUCK
Pierre LAUDE
Jean Marc GOSSART (S)
Karine ELOIR
Annie DORLOT
Isabelle PIERARD
Jeanine TOURAINE
Pascal COQUELLE
Didier BLEUSE
Augustine NOIRMAIN
Maurice DEFAUX
Jean-Paul CAILLIEZ
Chantal WAYEMBERGE - MAILLY
Hubert DEJARDIN
Jacques OLIVIER
Pierre Henri DUDANT
Christian PECQUEUX
Francis LEBLON
Agnès BERANGER
Denis COLLIN
Anne Sophie MERY – DUEZ
Alain RIQUET
Gérard TAISNE
Bernard PLET
Gilberte SZOPA (S)
Charles BLANGIS
Bruno MANNEL
Serge SIMEON
Marc PLATEAU
Michel HENNEQUART
Jacky DUMINY
Daniel CATTIAUX
Henri QUONIOU
Axelle DORERLER

Membre Excusé (1): Jean Félix MACAREZ

Membres Absents (3) : Arnaud LORAND, Marc DUFRENNE, Jean - Pierre RICHEZ,

Membres ayant donné procuration (5): Denise LESAGE à Alexandre BASQUIN, Sandrine TRIOUX à Agnès BERANGER, Brigitte PRUVOST à Liliane RICHOMME, Laurence RIBES à Karine ELOIR, Stéphane JUMEAUX à Maurice DEFAUX

Madame Karine ELOIR est élue secrétaire de séance.

Communauté de Communes du Caudrésis - Catésis
Siège et bureaux : 39, rue de Ligny - 59540 Caudry
Téléphone : 03 27 75 84 79 - Télécopie : 03 27 75 84 92
www.caudresis-catesis.fr

DELIBERATION N°2017/110 - Objet : Plateforme WIMOOV

Monsieur le Président informe l'assemblée que le Conseil Départemental a souhaité voir développer des projets innovants ayant pour vocation le retour à l'emploi des allocataires du RSA par des méthodes d'accompagnement nouvelles ou dans des filières porteuses, en travaillant notamment sur la mobilité des publics.

Ainsi, l'association WIMOOV a déposé un dossier visant à améliorer la mobilité dans le Cambrésis, via un projet partenarial et global associant le département, l'Etat, la Région, les intercommunalités.

Particulièrement pertinente en milieu rural, cette action (développée dans le document joint) permet d'accompagner de manière pédagogique les allocataires du RSA dans leurs démarches de mobilité (information, orientation, aide) et de leur mettre à disposition les moyens de transports nécessaires à une activité.

La plateforme WIMOOV sera située sur les territoires des villes de Caudry et Le Cateau Cambrésis. Des permanences seront mises en place sur le territoire de la 4C.

La participation de cette opération pour la 4C serait de 13000 euros par an sur 3 années et ce à compter du 1er janvier 2018

Monsieur le Président sollicite l'avis de l'assemblée sur ce point

Documents annexés à la présente délibération :

Rapport de la Commission permanente du 3 juillet 2017

Document de présentation du Conseil Départemental

19 OCT. 2017

UNE ABSTENTION

Certifié exécutoire par le Président

Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture

Le 19 octobre 2017 et de la publication

Pour expédition conforme

Caudry, le 19 octobre 2017

Le 19 octobre 2017

Vu,

Le Président,

Maire du CATEAU CAMBRESIS

Conseiller Régional

Serge SIMEON

IMPORTANT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 – 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.

Nord
le Département

RAPPORT N° DIPLE/2017/234

COMMISSION PERMANENTE
Réunion du 3 juillet 2017

19 OCT. 2017

OBJET : Attributions de subventions dans le cadre de l'appel à projets insertion, actions innovantes - Révision du conventionnement du Fonds de Solidarité Logement avec la CAF.

Le Département a une ambition forte en matière d'insertion professionnelle des allocataires du RSA et de lutte contre les exclusions.

La délibération cadre du 17 décembre 2015 relative à l'accès à l'emploi des allocataires du RSA affirme la volonté du Département d'agir pour l'emploi des allocataires et fixe cet engagement comme une priorité forte du mandat.

Ces nouvelles orientations ont permis de faire évoluer l'accompagnement et l'offre d'insertion ainsi que leurs modalités de financement. Les actions d'insertion ayant pour objectif l'accès et le retour à l'emploi sont financées en priorité et doivent contribuer à l'insertion des allocataires du RSA dans la perspective de leur sortie du dispositif. C'est dans cet objectif également qu'ont été créées les Plateformes « Emploi et Insertion Professionnelle », afin de rapprocher les besoins des entreprises avec les compétences et savoir-faire des allocataires du RSA.

L'engagement du Département du Nord en matière de lutte contre les exclusions se traduit également par des politiques dans le champ du logement, notamment au moyen du Fonds Solidarité Logement (FSL).

Dans le cadre de ces politiques, il est proposé :
- le financement d'actions nouvelles ou expérimentales, répondant aux besoins des territoires au titre de l'Appel à Projet Insertion 2017- 2018,
- de renouveler le partenariat avec la CAF du Nord dans le cadre du FSL.

1. Les financement et conventionnements au titre de l'insertion

Lors de la séance du 13 juin 2016, le Conseil Départemental a attribué des subventions aux organismes financés dans le cadre de l'appel à projets d'insertion professionnelle et d'accès à l'emploi des allocataires du RSA pour un montant de 74.63 M€. Ces financements ont été accordés pour 3 ans (2016-2017), avec une priorité pour les actions d'insertion professionnelle ou d'accès à l'emploi.

Ces financements ont été attribués en veillant au respect de l'équilibre territorial des crédits, mais également en priorisant le soutien à l'insertion professionnelle.

Au regard du besoin des territoires, il est proposé de financer des projets complémentaires, innovants ou expérimentaux ayant pour vocation le retour à l'emploi des allocataires du RSA par des méthodes

d'accompagnement nouvelles ou dans des filières porteuses, en travaillant sur la mobilité des publics, dans le cadre d'activités numériques…

Ces projets représentent un total de 633 189 € au titre de 2017 et 2018 et sont détaillés en annexe.
Le projet de l'association WIMOOV vise à améliorer la mobilité dans le Cambrésis, via un projet partenarial et global associant le Département, les intercommunalités, l'Etat et la Région. Particulièrement pertinente en milieu rural, cette action permet d'accompagner de manière pédagogique les allocataires du RSA dans leurs démarches de mobilité (information, orientation, aide) et de leur mettre à disposition les moyens de transport nécessaires à une activité. Ce projet est soutenu par la délégation Insertion, à hauteur de 50 000 € par an pour 2017 et 2018. Il fait également l'objet d'un soutien financier de la délégation Ruralité dont la mobilité en milieu rural est l'un des axes prioritaires au titre de la solidarité territoriale, à hauteur de 10 000 € en 2017.

Projet de création d'une plateforme mobilité en Cambrésis- Conseil départemental du Nord

1. Enjeux et éléments de diagnostic du territoire

Face à la volonté du territoire du Cambrésis et du Département du Nord d'assurer un accompagnement rapproché des allocataires du RSA et des demandeurs d'emploi dans une dynamique d'emploi, un projet de Plateforme de mobilité en cours de construction permettra de répondre aux attentes suivantes :

- ☐ **Favoriser** le retour à l'emploi et/ou à la formation qualifiante des personnes en insertion, en développant leur mobilité

- ☐ **Coordonner et articuler** le dispositif mobilité en proposant une offre de services diversifiée

- ☐ **Permettre** aux personnes en empêchement de mobilité d'être autonomes dans leur déplacements et leur vie professionnelle

- ☐ **Répondre** aux besoins matériels et financiers des personnes en situation de fragilité

1. Enjeux et éléments de diagnostic du territoire

Données relatives aux indicateurs de mobilité sur le territoire du Cambrésis Février 2017

Agence de Cambrai :

La mobilité des demandeurs d'emploi en catégorie ABC - février 2017

	Agence de Cambrai	Département du Nord	Région
Part des DE qui n'ont pas le permis	31%	33%	31%
Part des DE sans moyen de locomotion	21%	26%	24%
Part des DE en automobile	64%	59%	63%
Part des DE en 2 roues motorisées	5%	4%	4%
Part des DE en 2 roues non motorisées	5%	4%	4%

Source STMT - Pôle emploi, Dares

1. Enjeux et éléments de diagnostic du territoire

Données relatives aux indicateurs de mobilité sur le territoire du Cambrésis Février 2017

Agence de Caudry :

La mobilité des demandeurs d'emploi en catégorie ABC - février 2017

	Agence de Caudry	Département du Nord	Région
Part des DE qui n'ont pas le permis	35%	33%	31%
Part des DE sans moyen de locomotion	21%	26%	24%
Part des DE en automobile	62%	59%	63%
Part des DE en 2 roues motorisées	6%	4%	4%
Part des DE en 2 roues non motorisées	5%	4%	4%

Source STMT - Pôle emploi, Dares

1. Enjeux et éléments de diagnostic du territoire

Données relatives aux indicateurs de mobilité sur le territoire du Cambrésis Février 2017

Agence du Cateau-Cambrésis :

La mobilité des demandeurs d'emploi en catégorie ABC - février 2017

	Agence de Le Cateau-Cambrésis	Département du Nord	Région
Part des DE qui n'ont pas le permis	34%	33%	31%
Part des DE sans moyen de locomotion	24%	26%	24%
Part des DE en automobile	62%	59%	63%
Part des DE en 2 roues motorisées	7%	4%	4%
Part des DE en 2 roues non motorisées	2%	4%	4%

Source STMT - Pôle emploi, Dares

1. Enjeux et Eléments de diagnostic du territoire

Données relatives au taux de chômage du 4ème trimestre 2016 (source INSEE) sur le territoire du Cambrésis

- Bassin d'emploi de Cambrai : **12,3%** (- 0,1 point en variation trimestrielle et -0,4 points en évolution annuelle)

- Département du Nord : **12,5%** (- 0,1 point en variation trimestrielle et - 0,3 points en évolution annuelle)

- Région Hauts-de-France : **12,1 %** (- 0,1 point en variation trimestrielle et – 0,3 points en évolution annuelle)

- France métropolitaine : **9,7 %** (- 0,1 point en variation trimestrielle et – 0,2 points en évolution annuelle)

1. Enjeux et Eléments de diagnostic du territoire

Données relatives au nombre de demandeurs d'emplois par EPCI du territoire (source : pôle emploi Février 2017)

	Cat. A	*Cat. ABC*
CA de Cambrai	**5 806**	**8 689**
CC du Caudrésis et du Catésis	**5 116**	**7 399**
CC du Pays Solesmois	**968**	**1 396**
Total	**11 890**	**17 484**

1. Enjeux et Eléments de diagnostic du territoire

Données relatives au nombre de demandeurs d'emplois par EPCI du territoire (source : pôle emploi Février 2017)

	Actifs occupés (INSEE 2011)	Cat. A	Cat. ABC
CA de Cambrai	31 114	18,66%	27,93%
CC du Caudrésis et du Catésis	22646	22,59%	32,67%
CC du Pays Solesmois	5672	17,07%	24,61%

1. Enjeux et Eléments de diagnostic du territoire

Données relatives au nombre d'allocataires du RSA par EPCI du territoire (source CNAF / Département)

	Nombre d'allocataires du RSA en 2015
CA de Cambrai	**4 298**
CC du Caudrésis et du Catésis	**3 926**
CC du Pays Solesmois	**602**
Total	**8 826**

2. Ressources Humaines : Composition de l'équipe

Au démarrage du projet d'implantation de la Plateforme de mobilité, nous proposons la présence de deux Conseillers(ères) en mobilité, et un(e) Assistant(e) technique

Recrutement de 2 conseillers(ères) en mobilité, en partenariat avec le Pôle Emploi du territoire.

Missions :

☐Accueil, conseil, accompagnement et formation à la mobilité des bénéficiaires du territoire

☐Mise en place et gestion des services d'aide à la mobilité matérielle

☐Tenue et animation de permanences sur le territoire

☐Développement et consolidation des relations avec le réseau local de partenaires prescripteurs

☐Participation à l'élaboration des parcours mobilité et mise en place de modules de formation privilégiant l'approche psychosociale de la mobilité

☐Rôle d'animation du territoire sur les questions de mobilité et d'insertion (Forum, Salons, promotion d'évènements et de projets liés à l'Insertion et l'Emploi sur le territoire)

2. Ressources Humaines : Composition de l'équipe

Recrutement d'un(e) assistant(e) technique, allocataire du RSA , implanté(e) sur le territoire, en Cie, 30 heures par semaine sur une période initiale de 2 x 6 mois.

Missions :

- Accueil physique et téléphonique
- Présence permanente sur la Plateforme de mobilité
- Première analyse du besoin, information, conseil, et orientation vers la conseillère en mobilité la plus appropriée
- Suivi administratif, technique des prescriptions et plannings d'animations et de formations
- Recueil des éléments administratifs (factures, dossiers administratifs des bénéficiaires)
- Vérification du bon état de fonctionnement des véhicules, relations avec les garages en cas de réparation.
- Tenue des encaissements, des règlements des bénéficiaires, lors de la mise à disposition des véhicules
- Gestion logistique des besoins de la Plateforme Mobilité

5. Modalités de fonctionnement et services

Le Bilan de Compétence Mobilité

A partir d'une fiche de prescription transmise par un prescripteur (référent RSA, conseiller Pôle emploi..), établissement d'un bilan de compétence mobilité

Qu'est ce que c'est :

- Un entretien d'une heure et demie en moyenne avec le bénéficiaire

Son objectif :

- Comprendre et analyser la situation personnelle, sociale, et professionnelle
- Mesurer la connaissance relative aux déplacements
- Identifier les besoins en mobilité
- Définir les solutions de mobilité en lien avec le projet professionnel
- Préconiser les modalités d'accompagnement
- Sensibiliser à la mobilité durable

5. Modalités de fonctionnement et services

Les services mis en place :

des services solidaires (covoiturage, montage de dossiers micro-crédit social, orientation vers le garage solidaire, vers l'auto-école sociale ...)

des solutions matérielles
(mise à disposition de matériel, aide à la réparation, accompagnement dans l'achat de matériel)

relations avec les partenaires et acteurs du territoire

5. Modalités de fonctionnement et services

[redacted]

Les Modules :

- ☐ Module 1: Présentation de la Plateforme de mobilité
- ☐ Module 2: Mobilité et territoire
- ☐ Module 3: Les réseaux de transport et autres moyens de transport
- ☐ Module 4: Internet et mobilité
- ☐ Module 5: Mise en application dans le transports en commun
- ☐ Module 6 : Remise en selle (scooter, vélos...)

5. Modalités de fonctionnement et services

des services solidaires (covoiturage, montage de dossiers micro-crédit social, orientation vers le garage solidaire, vers l'auto-école sociale ...)

Les services :

- ☐ Montage de dossiers micro- crédit social

Parcours Confiance
NORD FRANCE EUROPE

adie

- ☐ Orientation vers garage solidaire : Garage Solidaire Réactif à Solesmes
- ☐ Test permis de conduire : Orientation vers l'auto école sociale du territoire

5. Modalités de fonctionnement et services

Les services matériels

Mise à disposition de matériel
(vélo, scooter, voiture)

6. Moyens matériel

Proposition de flotte de véhicules 4 roues et 2 roues :

Cout unitaire à l'achat en investissement :

- Véhicule neuf (type Peugeot 107, Toyota Aygo, Renault Twingo) = 10 000 €
- Scooter neuf (type Peugeot kisbee) = 1 300 €
- Vélo à assistance électrique neuf(type Gitane) = 1 300 €

Composition possible de Flotte de véhicules :

Année 2017: crédit Etat de 60k€ dont 90% en investissement

- 4 voitures (4x 10 000 €) = 40 000 €
- 7 scooters (7x 1300 €) = 9 100 €
- Aménagement locaux (Bureaux, tables, chaises, salle de réunion) = 4 900 €

---

total = 54 000€

Année 2018: crédit Etat de 60k€ dont 90% en investissement

- 4 voitures (4x 10 000 €) = 40 000 €
- 5 scooters (5x 1300 €) = 6 500€
- 6 vélos a assistance électrique (6x 1 250€) = 7 500 €

---

total = 54 000€

6. Moyens matériel

Constitution de flotte de véhicules sur 6 mois (2017-2018) en fonction des crédits Etat alloués:

Composition possible :

- ☐ 8 voitures neuves
- ☐ 12 scooters neufs
- ☐ 6 vélos à assistance électrique neufs

Tarifs : part à charge du bénéficiaires :

- ☐ Voitures : 3 € par jour
- ☐ Scooter : 1,50 € par jour
- ☐ Vélo à assistance électrique : 1 € par jour

7. Objectifs et évaluation

La Plateforme de mobilité s'inscrit dans l'axe Emploi-Formation dans sa mise en place initiale.

Il est souhaité un démarrage d'action pour le 01/09/2017

Objectifs 2017:

Accompagnement à la mobilité à minima de 160 personnes

□80 allocataires du RSA

□80 personnes en accompagnement à l'emploi, bénéficiant d'un autre statut (Demandeur d'emploi , jeunes de mission locales ...)

Objectifs 2018:

Accompagnement à la mobilité à minima de 300 personnes

□150 allocataires du RSA

□150 personnes en accompagnement à l'emploi, bénéficiant d'un autre statut (Demandeur d'emploi , jeunes de mission locales ...)

7. Objectifs et évaluation

Mise en place de Comité technique et de Pilotage :

☐Suivi régulier des accompagnements

Critères d'évaluation :

☐Nombre de prescriptions et origine des prescriptions

☐Nombre de diagnostics mobilité réalisés

☐Origine géographique des personnes accompagnées

☐Nombre et type de services d'aide matérielle déclenchés

☐Nombre type de modules de formation mobilité dispensés et autres services (test permis , montage dossier micro-crédit social, orientation vers garage solidaire)

☐ Nombre de bénéficiaires ayant pu accéder à l'emploi ou à la formation

☐Nombre de bénéficiaires ayant pu être maintenu dans leur emploi ou leur formation

☐Nombre de jours de travail rendus possibles

☐Motifs de sortie d'accompagnement (fin de contrat, achat de véhicule, obtention du permis,...)

☐Profil du public reçu (âge, niveau de formation, secteur d'activité...)

☐Progression de l'indice de mobilité

8. Liens avec les acteurs du territoire

Un lien étroit sera mis en place avec les acteurs de l'Emploi (prescripteurs) intervenant sur le territoire et la Plateforme de mobilité :

☐Pôle Emploi
☐Référent RSA (Département du nord)
☐Cap Emploi
☐Missions locales
☐Public suivi dans les IAE
☐PLIE
☐EPIDE
☐Proch' Emploi
☐Structures associatives intervenant dans le champ de l'insertion liée à l'emploi

9. Financement

Situation des Financements en cours de contractualisation en mai 2017

Année 2017

☐**Etat : 60 k€** dont 90% en investissement et 10% en fonctionnement
☐Soit : 54 000 € pour de l'investissement et 6 000€ pour le fonctionnement.

☐**Conseil Départemental du Nord : 60 K€** en fonctionnement
☐**Région des Hauts de France : 40 k€** en fonctionnement (négociation)
☐**EPCI : 30k€** en fonctionnement (négociation)

Année 2018

☐**Etat : 60 k€** dont 90% en investissement et 10% en fonctionnement
☐Soit : 54 000 € pour de l'investissement et 6 000€ pour le fonctionnement.

☐**Conseil Départemental du Nord : 60 K€** en fonctionnement
☐**Région des Hauts de France : 40 k€** en fonctionnement (négociation)
☐**EPCI : 30k€** en fonctionnement (négociation)